

Compte Rendu Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2016

Présents

Bruno Loustalet
Yannick Semay
Philippe Guillard
Guy Caplat
Valérie Berger
Suzanne Borrel-Jeantan
Josiane Brignone
Kamel Mohammedi
Audrey Duprat
Christian Julian
Serge Manié

L'an deux mil seize, le vingt-huit juin à 20 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Serge Manié

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le mardi 28 juin 2016 à 20 h 31
Enregistrement intégral sans pause »

Excusé

Pouvoirs

Philippe Maisonnas
(Pouvoir à Mr Caplat)
Marie Paule Dupuy-Roudel
(Pouvoir à Mme Semay)
Jean-Michel Thuot
(Pouvoir à Mr Loustalet)
Nicolas Zimerli
(Pouvoir à Mme Berger)

1. Compte rendu de la précédente réunion :

Mr le Maire fait part à l'assemblée de la demande de Mr Manié reçue par Mail le 26 juin 2016 à 21 h 49, concernant des modifications à apporter sur le compte rendu de la séance précédente.

Il donne la parole à Mr Guillard.

Mr Guillard souhaite réagir sur deux points :

1. Ni lui-même, ni Mme la Secrétaire Générale n'ont eu le temps matériel d'auditionner la bande audio entre hier et aujourd'hui, pour s'assurer de la conformité des demandes de modifications,
2. Certaines remarques sont de la sémantique qui n'apporte pas de précisions au compte rendu du Conseil Municipal. Ce n'est pas un PV au sens judiciaire du terme mais un compte rendu de réunion. Il cite l'exemple d'un terme dans le texte « (...) et aussi dans le programme » alors que Mr Manié demande que ce soit corrigé ainsi « (...) mais c'était bel et bien dans le programme ». Mr Guillard précise que le sens était conservé.

Mr Manié rétorque que les mots changent la signification et que depuis le début, il y a un problème. C'est soit un compte-rendu soit un procès-verbal. Il a été décidé que vous faisiez les deux en un et ce procès-verbal que vous faites n'est pas le vrai compte-rendu. Le compte-rendu c'est simplement les délibérations avec la nature de ce qui a été écrit et le nombre de votes et on l'affiche dans les dix jours. Ce que vous faites ici, c'est un procès-verbal qui retranscrit la nature des débats. Ce procès-verbal est soumis à corrections pour que l'on corrige ce qui a été dit, parce que l'on peut avoir une interprétation différente et retranscrire de façon

un peu différente selon ses sensibilités. Le souci qui existe depuis le début, il en a parlé avec Mr Caplat, c'est qu'il est mis en ligne un procès-verbal / compte rendu du Conseil Municipal pendant un mois voire deux mois sans qu'il soit modifié, sans que personne ne puisse dire qu'il y a une erreur d'interprétation et c'est corrigé deux mois après. Pendant deux mois, le lecteur qui va sur le site de la mairie a donc une version partielle des choses. Il rappelle la proposition faite pour éviter ce genre de problème qui est de faire un vrai compte-rendu succinct qui simplifie les démarches administratives et les problèmes de relecture et d'interprétation, et de mettre la bande sonore sur le site. Alors il n'y aura plus aucune discussion.

Mme Semay précise que cela a été discuté en Commission Communication. Elle va à nouveau faire une convocation à la Commission Communication pour aborder ce sujet. Pour avoir été secrétaire de séance, et avoir écouté ces enregistrements, faire du mot à mot est « imbuvable ». On ne peut pas mettre la bande sur le site. Les Administrés ne reconnaîtront pas les voix des Elus. L'idée est de travailler en Commission Communication pour trouver une solution et l'aborder ensuite en Commission Générale et de ne pas avoir à mettre sur le site des choses imbuables. M. Manié répond que c'est une question de méthode, dans beaucoup de mairie aujourd'hui les enregistrements sont mis en ligne et c'est beaucoup plus simple. Il précise ensuite que ce qui se passe c'est que les modifications ne seront pas prises en considération et que l'on reste sur un procès-verbal qui n'est pas modifié.

Mr Caplat précise qu'il est secrétaire dans d'autres associations et ce n'est jamais des comptes rendus comme les nôtres. Il ajoute que le serveur ne peut pas accepter les enregistrements. Il est d'avis d'avoir un support papier sur lequel tout est retranscrit et de faire un compte rendu pertinent.

Mr le Maire demande si le format des comptes rendus des commissions générales convient aux élus. Il précise que pour clore une fois pour toutes le sujet de la passerelle, il a joint la page 41 de l'extrait du PLU, aux dossiers sur table.

**PLU approuvé le 13 novembre 2015 (extrait du rapport de présentation
pge.41)**

XI. Les grands projets de l'intercommunalité en lien avec la commune de Thil

Un certain nombre de projets, que ce soit en terme d'équipements et de services collectifs, sont à l'étude sur la commune de Thil. Certains concernent l'intercommunalité, voire des territoires plus larges.

Projet de liaisons douces et accessibilité PMR

La réalisation d'un schéma de mise en sécurité des cheminements piétonniers et modes doux sur les voiries départementales RD 61 A et RD 61 B à mettre en œuvre au titre des compétences de la CCMP ainsi qu'un plan communal de réaménagement des voiries valorisant les cheminements « modes doux » et l'accessibilité PMR est prévu.

Projet de passerelle

La commune de THIL œuvre, en tant que membre du SYMALIM (Syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion du Parc de Miribel-Jonage), pour l'accessibilité au Grand Parc Miribel Jonage. La création d'un accès « modes doux » via une passerelle en est un des enjeux majeurs. L'implémentation et la nature de cet équipement restent à définir après évaluation des impacts en terme de flux de circulation et d'impact environnemental sur la zone Natura 2000.

Cette nouvelle liaison permettrait de placer la commune au cœur du réseau modes doux interdépartemental (Via Rhôna, Voie verte des confluences, Anneau Bleu, voie d'intérêt communautaire (VIC), etc.).

Il rappelle que dans le dernier Thil Tempo, il y a un certain nombre de verbatim dont celui du Président du Grand Parc qui dit en substance « avant de penser aménagement, on va d'abord penser restructuration », et il a joint la dernière livraison du Communauté de Vue de la CCMP qui a conduit à faire un certain nombre de choix. Il ne laissera pas dire que ce sujet-là n'a pas été traité.

1. L'équipe majoritaire est cohérente dans ses propos,

2. Toutes les concertations ont eu lieu dans les instances qui devaient traiter ces sujets-là. On ne peut pas mettre en cause d'un point de vue formel le processus décisionnel qui aboutit à faire un certain nombre de choix.

Mr Manié dit que le sujet est déplacé ailleurs. Qu'il n'a jamais parlé du processus décisionnel de la passerelle. Il a parlé de ce que M. le Maire a dit au Conseil Municipal et qui est dans l'enregistrement et dans le compte rendu, ce que Mr le Maire a dit n'est pas juste et ce n'est pas justifié dans le document

qu'il nous amène. Il n'a discuté que de ce point-là et pas du reste. Il précise qu'il aimerait que l'on respecte les débats tels qu'ils sont amenés. Pour lui, M. le Maire donne ici son point de vue et l'amène sur un débat qui n'est pas celui initié, pour clore le sujet. Il considère que ce n'est pas d'honnête.

Mr le Maire conteste et souligne qu'il a répondu sur la forme.

Mr le Maire rappelle que les demandes de corrections qui ont été transmises dimanche soir, n'apportent rien de plus par rapport au compte rendu tel qu'il a été transcrit selon M. Guillard. M. Manié précise que c'est faux, M. Guillard a expliqué qu'il n'avait pas eu le temps de vérifier et que donc il ne pouvait pas en juger. M. le Maire continue en précisant qu'il y a eu un débat entre les élus et qu'il entend pour une demande sur le format de compte rendu. Il note que Mme Semay se propose de traiter ce sujet à la prochaine Commission Communication, puis le sujet sera « tranché » lors d'une Commission Générale avant le prochain Conseil Municipal.

L'Assemblée n'ayant pas d'autres modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté par 9 voix Pour, 3 Oppositions et 1 abstention.

2. TRANSPORTS SCOLAIRES

Mr le Maire rappelle la décision de 2014, pour l'obtention des meilleures conditions pour les transports scolaires. Au niveau de la CCMP, on a souhaité élargir non seulement vers Lilô et donner l'opportunité aux groupes scolaires d'acheter au meilleur prix afin de se rendre à divers endroits. Ces dispositions seront intégrées dans le cahier des charges, au moindre coût pour les budgets scolaires.

Il informe que Mme Dupuy-Roudel souhaite rester titulaire au sein de la Commission d'Appel d'Offres et Mr Julian, suppléant.

Il donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 16/04/01 : GROUPEMENT DE COMMANDE – TRANSPORT DES SCOLAIRES A LILO ET AUTRES DESTINATIONS

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le rapporteur rappelle que LILÔ-espace aquatique de la Côtière est ouvert aux scolaires pour l'apprentissage du savoir nager.

La CCMP depuis l'ouverture du centre en novembre 2011 a proposé à ses communes membres de créer un groupement de commande pour le transport des scolaires du 1^{er} degré à LILÔ visant in fine à retenir un même transporteur et à réaliser ainsi des économies d'échelle substantielles.

Monsieur le rapporteur informe que le marché à bon de commande arrivant à échéance à la rentrée de septembre, il convient de procéder à une nouvelle consultation. Il informe qu'à la demande des communes ce marché pourra être étendu à d'autres destinations (Allegro, Grand Parc...) pour le transport des scolaires mais également des enfants dans le cadre des centres de loisirs et autres.

Il donne lecture d'un projet de convention de groupement commande et propose sur cette base d'approuver le principe du groupement de commande et d'autoriser le Maire à signer la convention.

Il est impératif pour ce faire que le Conseil municipal :

- approuve sa participation au groupement de commande,
- autorise le Maire à signer la convention de groupement
- désigne au sein des membres de sa Commission d'Appels d'Offres un titulaire et un suppléant qui participeront à une Commission d'Appels d'Offres propre au groupement.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- approuve la participation de la Commune de Thil au groupement de commande,
- autorise Mr le Maire à signer la Convention de groupement de commande ci-après annexée,

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,

Le Conseil, après en avoir délibéré :

- approuve la participation de la Commune de Thil au groupement de commande,
- autorise Mr le Maire à signer la Convention de groupement de commande ci-après annexée,
- désigne Mme Marie-Paule Dupuy-Roudel membre de la Commission d'Appel d'offres comme membre titulaire et Mr Christian Julian comme membre suppléant à la Commission d'Appel d'offres relative au groupement de commande.

Annexe à la Délibération n° 16/04/01

**CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES
MARCHÉ DE TRANSPORT SCOLAIRE**

Article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics

PREAMBULE :

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau a réalisé sur le forum des sports de la commune de Saint Maurice de Beynost « LILÔ - espace aquatique de la Côtère ». Cet équipement structurant ouvert en novembre 2011 a notamment pour vocation l'apprentissage par les scolaires du 1^{er} degré du savoir nager. Confié par convention de délégation de service public à la société Vert Marine, la CCMP a imposé au titre des contraintes de services publics des créneaux spécifiques pour les scolaires.

L'accès des scolaires du 1^{er} degré à l'équipement demeure de la responsabilité des communes et/ou des groupes scolaires qui déterminent le niveau de fréquentation des classes prenant à leur charge :

- le coût d'entrée à l'espace aquatique
- le coût du transport.

Afin de diminuer la charge du poste transport, la CCMP a proposé aux communes membres de l'intercommunalité de créer un groupement de commande.

A la demande des communes d'autres destinations locales pourront être prises en compte pour le transport des enfants dans un cadre scolaire, périscolaire voire extrascolaire.

La présente convention de groupement de commande en définit l'objet et les conditions. Elle vise notamment à autoriser la CCMP, responsable du groupement, à lancer une consultation commune visant à la désignation d'un même prestataire.

1- CONSTITUTION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Un groupement de commandes est constitué :

ENTRE : d'une part,

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau représentée par son Président :

Monsieur Pascal PROTIERE

Agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en date du
et ci-après dénommée "CCMP"

ET,

La Commune de Miribel représentée par son Maire :

Madame Sylvie VIRICEL

en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du
commune »

, et ci-après dénommé "la

ET,

La Commune de BEYNOST représentée par son Maire :

Madame Caroline TERRIER

en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du
commune »

, et ci-après dénommé "la

ET

La Commune de THIL représentée par son Maire :

Monsieur Bruno LOUSTALET

en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du
commune »

, et ci-après dénommé "la

ET

La Commune de TRAMOYES représentée par son Maire :

Monsieur Henri MERCANTI

en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du
commune »

, et ci-après dénommé "la

ET

La Commune de NEYRON représentée par son Maire :

Monsieur André GADIOLET

en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du
commune »

, et ci-après dénommé "la

ET

La Commune de SAINT MAURICE DE BEYNOST représentée par son Maire :

Monsieur Pierre GOUBET

en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du
commune »

, et ci-après dénommé "la

1- OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Ce groupement de commande a pour objet de permettre la désignation commune d'un prestataire qui sera chargé du transport des scolaires du 1^{er} degré au titre de l'année scolaire 2016/2017 et de l'année scolaire 2017/2018, des écoles des communes membres de la CCMP, membres du groupement, à LILÔ sis sur le forum des sports à Saint Maurice de Beynost, mais également du transport des enfants sur d'autres destinations locales dans le cadre périscolaires, voire extrascolaire.

2- MEMBRES ET ENGAGEMENTS

Les membres du groupement sont les 6 communes membres de la CCMP visées au supra et la CCMP.

Les membres s'engagent à créer un groupement de commande dont l'objet est visé à l'article 1 et à respecter l'ensemble des dispositions prévues au sein de la présente convention.

La durée du groupement de commandes prend fin à la signature des marchés de service et à leur notification par le responsable du groupement, la CCMP. Les marchés notifiés, chacun des membres du groupement assurera la bonne exécution du marché qui lui revient (bon de commande, pénalités, règlement...)

3- DESIGNATION ET RÔLE DU RESPONSABLE

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau représentée par son Président, Pascal PROTIERE, est désigné responsable du présent groupement de commandes et il sera chargé d'assurer à ce titre :

- Le secrétariat du groupement
- De définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation
- D'élaborer l'ensemble du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins définis avec les membres du groupement
- D'assurer le lancement et le suivi de la procédure :
 - o Rédaction et envoi de l'avis d'appel public à la concurrence
 - o Réception et analyse des offres conformément au règlement de la consultation
 - o Répondre aux questions des candidats
 - o Rédiger le rapport d'analyse technique

- ➡ D'assurer la notification des marchés pour le compte des membres du groupement au prestataire de service retenu par la commission d'attribution

4- CONDITIONS DE LA MISE EN CONCURRENCE

Pour ce qui concerne la publicité et les seuils, les règles de passation des marchés sont celles applicables aux marchés des collectivités locales conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Le marché étant inférieur sur sa durée (2 ans) au seuil de procédure formalisée défini par le code des marchés publics pour les marchés de services, un Marché à Procédure Adaptée (M.A.P.A.) sera mis en œuvre par le coordonnateur du groupement.

L'avis d'appel public sera commun aux membres du groupement et porté à la connaissance du public au moyen des supports suivants :

- Plateforme de dématérialisation des marchés publics de la CCMP
- Le B.O.A.M.P.

5- CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'ATTRIBUTION

Bien que la procédure de consultation soit informelle, il est décidé de créer une commission d'attribution. La commission compétente présidée par le responsable sera composée par un représentant de chacun des membres du groupement issu de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement.

Il appartiendra aux membres du groupement de le désigner en conseil municipal et de communiquer au responsable le nom de leur représentant au sein de cette instance. Il est rappelé que pour chaque membre titulaire peut être prévu un suppléant.

6- CONDITIONS D'ADHESION

6.1 - Adhésion

Chaque membre adhère au groupement de commande en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante. Une copie de la délibération est notifiée au responsable du groupement.

6.2- Durée du groupement

Le groupement prendra fin à la notification des marchés au prestataire de service par le responsable du groupement.

6.3 – Rémunération

La mission de la CCMP comme responsable ne donne pas lieu à rémunération.

7- DESACCORD ENTRE LES PARTIES – ADAPTATION DE LA CONVENTION

Les parties conviennent de régler par voie d'avenant toute question particulière non traitée par la présente convention et toute difficulté relative à son exécution.

8- SIGNATURE ET SUIVI DU MARCHE

Le responsable du groupement procédera à la signature et à la notification des marchés pour le compte des membres du groupement. Chaque membre du groupement pour ce qui le concerne s'assurera de sa bonne exécution.

9- INSCRIPTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE

Chaque membre du groupement inscrit le montant de l'opération qui le concerne dans le budget de sa collectivité ou de son établissement et assure l'exécution comptable du ou des marchés qui le concernent.

Fait à Miribel, le
Les cocontractants.

Le Président de la CCMP
Monsieur Pascal PROTIERE

Le Maire de Saint Maurice de Beynost
Pierre GOUBET

Le Maire de THIL
Monsieur Bruno LOUSTALET

Le Maire de Miribel
Sylvie VIRICEL

Le Maire de Neyron
Monsieur André GADIOLET

Le Maire de Tramoyes
Henri MERCANTI

Le Maire de Beynost
Monsieur Michel NICOD

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

3. TARIFICATION RESTAURANT SCOLAIRE

Mme Berger rappelle que l'année scolaire qui vient de s'écouler a ouvert une cinquième classe. La mairie avait été obligée pour assurer la surveillance, de rajouter du Personnel. 13 départs d'élèves sont enregistrés cette année et 22 inscriptions pour la prochaine rentrée, soit une augmentation de neuf enfants. Il va falloir encore rajouter du Personnel de surveillance pour la sécurité. Comme cela a été dit en Commission Générale, il est donc proposé d'augmenter le tarif de la cantine.

Mme Duprat note que le prix du repas à 5,10 euros est cher et demande si on peut faire un groupement de commandes avec la Communauté de Communes.

Mr le Maire ajoute qu'il s'agit du prix de la prestation et pas seulement du repas.

Mr Guillard informe que le prix de vente du repas n'a pas évolué, nous sommes toujours à 2,43 euros, l'augmentation du prix est simplement due à celle du nombre d'enfants et notamment des petits en maternelle, qui demandent un encadrement très important. Il faut faire un renfort de personnel.

Mme Semay précise que c'est une question de sécurité. Elle s'est rendue à la cantine, et assure que c'est de la surveillance.

Mr Julian demande si on a des éléments de comparaison.

Mr Guillard précise que c'est difficile car il y a des primaires et des maternelles.

Mr Manié demande si à Tramoyes c'est la même cas et informe qu'à Tramoyes, une commune comparable à la nôtre en taille, le repas est à 4,12 euros. Il demande ce qui justifie qu'à Thil on soit aussi cher.

Mr Guillard souligne qu'il ne peut pas répondre et que cela dépend peut-être du nombre d'encadrants.

Mme Berger rappelle que moins il y a d'encadrants, moins la masse salariale est importante. Mr. Manié précise que c'est un choix budgétaire de la mairie et que le taux d'effort demandé aux parents est variable.

Mr le Maire rappelle qu'il y a la part repas qui n'a pas changée depuis le début du contrat et depuis le début de l'année on a interfacé avec le personnel communal qui a été courageux face au nombre de tout petits qui va continuer à s'accroître. Il rappelle qu'une enfant souffrant d'un handicap a demandé la mobilisation d'une personne pendant le temps du repas.

La commune participe à hauteur de 5.400 euros en charge nette. Il paraît normal de renforcer le personnel.

Mme Duprat demande combien il y aura de personnel d'encadrement à la rentrée.

Mme Berger répond qu'il s'agit de sept personnes.

Mr Manié précise que la question n'est pas le besoin, tout le monde est d'accord sur le besoin, la question posée c'est qui paie ce besoin, est-ce les parents ou la Mairie.

Mme Semay suppose que la pyramide d'âge est différente sur les autres communes, ce qui revient moins cher.

Mme Brignone note qu'il s'agit du bien-être du personnel.

Mr le Maire note que la question de Mr Manié porte sur : qui paie ? la commune à travers les impôts ou les parents

Mr Manié propose de s'appuyer sur le quotient familial.

Mr le Maire précise que le quotient familial est un jeu à somme nulle, ce sujet a été abordé plusieurs fois en Conseil d'école sans suite et rappelle que les revenus fiscaux de référence pour les habitants de Thil sont supérieurs de 50% aux moyennes départementales et régionales. Il précise que l'on peut supposer que les gens ont donc les « moyens de » et les rappelle que le CCAS est là pour intervenir en cas de besoin. M. Manié reprend que 5€10 ça commence peut-être à faire beaucoup pour certains et qu'il serait bien d'avoir ce débat.

Mr Julian demande si on ne peut pas faire un transfert de budget.

Mr le Maire rappelle que les taux l'impôt sont des choix politiques. Qu'ils ont apprécié le revenu fiscal de la commune, les charges nettes et que la commune de Thil affecte à l'école 10.000 euros par an.

Mr Guillard rappelle que la moyenne nationale par élève est d'environ 30 euros, alors qu'à Thil elle est de presque 100 euros. Maintenant on peut aussi baisser les dotations de l'école pour payer la cantine.

Mr Manié dit que ces sujets pourraient faire l'objet de débats. Mr le Maire rappelle que l'opposition n'a pas souhaité participer à la Commission Vie scolaire dans laquelle ces sujets sont discutés et l'invite à la rejoindre. M. Julian précise qu'il n'y a pas eu de refus de la part de l'opposition, seulement des choix en fonction des affinités personnelles.

Mme Duprat demande si la CAF verse encore des subventions pour les NAP.

Mme Berger répond dans l'affirmative, du moins encore cette année.

DELIBERATION 16/04/02 : TARIFICATION DU RESTAURANT SCOLAIRE

Rapporteurs : Valérie Berger et Philippe Guillard

Mme et Mr les Rapporteurs exposent au Conseil Municipal qu'en raison de l'augmentation des charges de personnel liées à l'encadrement du service de restauration et du temps méridien, il y a lieu de revoir le prix de vente du repas et de prestation du temps méridien.

Les repas servis et/ou prestations au restaurant scolaire sont vendus à un tarif unique pour les enfants de l'école ainsi que les adultes (corps enseignants, personnel communal, et intervenants).

Il est ainsi proposé à l'Assemblée de fixer le nouveau tarif des repas et de prestation du restaurant scolaire.

La Commission Vie scolaire ayant été consultée le 11 mai 2016,

La Commission Générale ayant été consultée le 09 juin 2016,

Après avoir entendu l'exposé de Mme la Conseillère municipale déléguée à la Vie Scolaire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, fixe ainsi qu'il suit, à compter du 1er septembre 2016, le prix au restaurant scolaire :

. Adulte : repas 5,10 euros le repas,
✶ Enfants : repas + encadrement + activités 5,10 euros la prestation

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	3
<i>Abstention</i>	0

4. REAMENAGEMENT ECOLE DE LA RIOTTE

Mr Guillard donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié demande quel est le coût.

DELIBERATION 16/04/03 : REAMENAGEMENT DE L'ECOLE DE LA RIOTTE – SOLLICITATIONS DE SUBVENTIONS

Approuve l'engagement des études de faisabilité visant au réaménagement de

Rapporteur : Philippe Guillard

Mr le Rapporteur expose au Conseil Municipal qu'en raison de l'augmentation des effectifs d'enfants scolarisés, il y a lieu de procéder au réaménagement de l'Ecole de la Riotte, notamment pour ce qui concerne la salle de restauration et le local de préparation des repas.

La réalisation de ces opérations est à prévoir pour la rentrée scolaire 2017-2018. Elles nécessitent, préalablement la réalisation des études de faisabilité permettant de s'assurer notamment de la conformité des travaux aux normes en vigueur et dans une perspective d'écoconstruction.

Par ailleurs, le département de l'Ain a souhaité mettre en œuvre un « Plan d'action pour la ruralité » doté d'une enveloppe globale 2017 de 20 M€ dont 7 M€ au titre de la dotation des territoires et des amendes de police dont 1 435 325 € pour la dotation territoriale Bugey Côtière Plaine de l'Ain. Ces travaux peuvent également faire l'objet d'une aide au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux.

La Commission Vie scolaire ayant été consultée le 11 mai 2016,

La Commission Générale ayant été consultée le 09 juin 2016,

Après avoir entendu l'exposé de Mr le Rapporteur et en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- l'Ecole de la Riotte (salle de restaurant scolaire, local de préparation des repas, installations extérieures), en vue de la programmation de leur réalisation sur l'exercice budgétaire 2017,
- Autorise Mr le Maire à solliciter l'aide du Département de l'Ain au titre du « Plan d'action pour la ruralité 2017 » ainsi que les subventions issues de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux et à instruire et signer tout acte le permettant

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr le Maire précise que les travaux sont à programmer pour 2017.

5. REGIME INDEMNITAIRE

Mr Guillard rappelle que l'objectif est qu'au 30 juin 2016, l'ancien régime indemnitaire disparaît au profit du RIFSEEP. Il propose de mettre à l'identique, l'équivalent du régime indemnitaire actuel.

Mr Julian note que ce régime indemnitaire est composé de deux parties, une part variable au mérite et une part selon la compétence.

Mr Guillard ajoute que c'est basé sur le respect des objectifs.

Mr le Maire note que le dispositif se veut comme une simplification dans le nombre des primes (IAT, IEMP...). Il rappelle que le décret est paru fin décembre 2015 et ajoute qu'il faudra recommencer pour le personnel de la filière technique.

Il note que le dispositif communal a été approuvé à l'unanimité par les deux collèges du CTP.

Le dispositif existait sur la fonction publique d'Etat et qu'il est transposé à la fonction publique territoriale.

DELIBERATION 16/04/04: REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Rapporteur : Philippe Guillard

Le Conseil,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

VU la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique d'Etat,

VU le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique d'Etat,

VU la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP,

VU l'Arrêté du 17 décembre 2015 pris pour application, aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat rattachés au ministre de l'intérieur, du corps des secrétaires administratifs de l'intérieur, du corps des attachés d'administration de l'Etat relevant du ministère de l'Intérieur, des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat.

- l'Arrêté du 18 décembre 2015 pris pour application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'Outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat.

- l'Arrêté du 22 décembre 2015 pris pour application au corps des conseillers techniques de service social ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat.

VU l'avis du Comité Technique en date du 14 juin 2016,

Mr le Rapporteur informe l'assemblée,

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale. Il se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- éventuellement, d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) basé sur l'entretien professionnel.

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- Redonner du sens à la rémunération indemnitaire
- prendre en compte la place dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes ;

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles exclues du dispositif RIFSEEP.

1 - Bénéficiaires

Au vu des dispositions réglementaires en vigueur, le RIFSEEP a été instauré pour le corps ou services de l'Etat servant de référence à l'établissement du régime indemnitaire pour les cadres d'emplois :

- Attachés territoriaux,
- Rédacteurs,
- Adjointes administratifs,
- ATSEM
- Adjointes d'animation

L'indemnité pourra être versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires.

2 - Montants de référence

Pour l'Etat, chaque part de la prime est composée d'un montant de base modulable individuellement dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel. Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés :

Groupe	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions
--------	---

Groupe 1	Responsabilité d'une direction ou d'un service Fonctions de coordination ou de pilotage
Groupe 2	Fonctions techniques d'exécution
Groupe 3	Autres Fonctions d'exécution

Il est proposé que les montants de référence pour les cadres d'emplois visés plus haut soient fixés à :

Groupes	PLAFONDS ANNUELS	
	Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise	Complément Indemnitaire Annuel
Groupe B.1	11.339	0
Groupe C.2	450	0
Groupe C.3	100	0

Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Ces montants évolueront au même rythme et selon les mêmes conditions que les montants arrêtés pour les corps ou services de l'Etat.

3 - Modulations individuelles et périodicité de versement

A. Part fonctionnelle : IFSE

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les deux ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

La part fonctionnelle de la prime sera versée mensuellement sur la base du montant annuel individuel attribué par Arrêté du Maire.

B. Part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir : CIA

Il est proposé d'attribuer individuellement chaque année un complément indemnitaire aux agents en fonction de l'engagement professionnel et sa manière de servir en application des conditions fixées pour l'entretien professionnel.

La part liée à la manière de servir sera versée annuellement.

4 - Modalités ou retenues pour absence

Le versement des primes et indemnités est maintenu pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, ou congés d'adoption, maladies professionnelles, accidents de service ou de travail.

Les primes et indemnités cesseront d'être versées en cas d'indisponibilité liée à la maladie ordinaire impliquant une absence continue supérieure à trois jours,

Les primes et indemnités seront supprimées pour l'agent en congé de longue maladie ou de longue durée. Lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé accordé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé maladie ordinaire lui demeurent acquises.

5 - Maintien des montants du régime indemnitaire antérieur

Le montant des primes concernant le régime indemnitaire antérieur au déploiement du RIFSEEP est garanti aux personnels. Ce maintien concerne les primes et indemnités susceptibles d'être versées au titre du grade, des fonctions, des sujétions correspondant à l'emploi ainsi qu'à la manière de servir.

Le Conseil,

Oùï les explications de Mr le Rapporteur,

Décide,

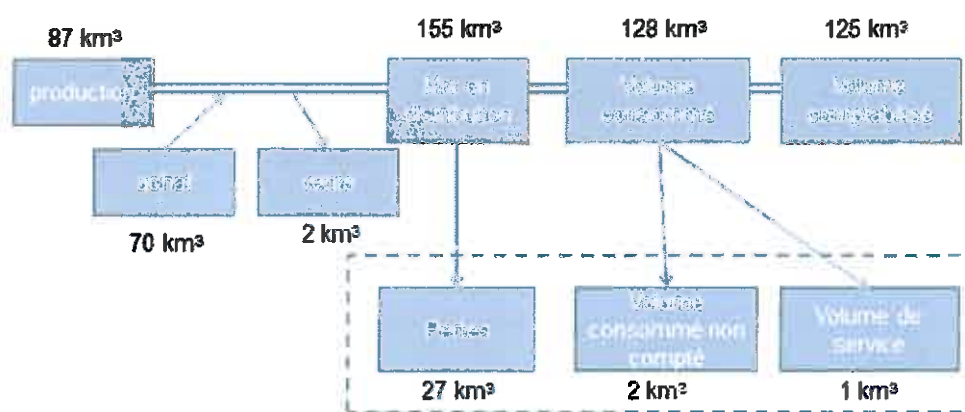
1. D'instaurer un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel versé selon les modalités définies ci-dessus. Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} juillet 2016.
2. D'autoriser le Mr le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de la prime dans le respect des principes définis ci-dessus.
3. De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au paiement de cette prime.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

6. R.P.Q.S.

Mr Caplat présente à l'Assemblée le nouveau logo du Syndicat des Eaux. Il expose également la synthèse du RPQS.

Rapport Prix - Qualité Service (RPQS 2016) SIE THIL / NIEVROZ



Rendement du réseau **82.4%** (> 67% légaux)
Indice linéaire de perte **2.5 m³/km/j** (< 5.5 contractuels)

Prix du service de l'eau

		Au 01/01/2015 en €	Au 01/01/2016 en €	Variation en %
Délégataire	Part fixe	45,02	44,92	- 0,22
	Part proportionnelle	86,76	87,12	+ 0,41
Collectivité	Part fixe	22,00	22,00	0
	Part proportionnelle	44,56	44,56	0
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau		5,40	4,68	- 15,38
Redevance de pollution domestique		34,80	34,80	0
TVA (5,5 %)		10,91	10,92	- 0,09
Total TTC		249,45	249,00	- 0,18
Prix au m ³ (total /120 m ³)		2,079	2,075	- 0,19

Qualité de l'eau

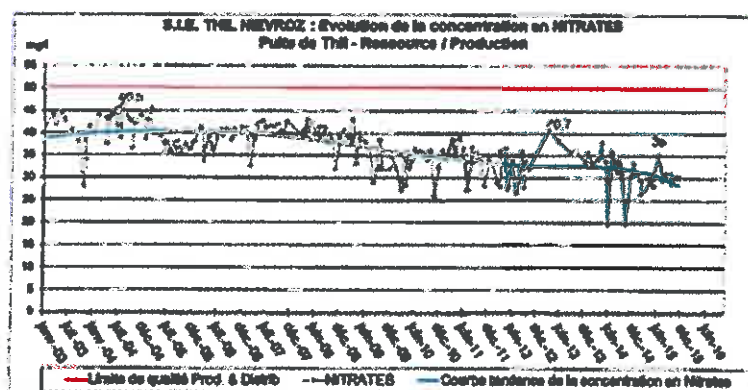
Au niveau de la ressource :

4 analyses - conformité = **100%**

Au niveau de la distribution :

11 analyses bactériologiques - conformité = **100%**

14 analyses physico-chimiques (nitrates, pesticides) - conformité = **100%**



Travaux en études

Connexion avec le réseau Est Lyonnais via Pont de Jons

Télé-relève : chiffrage réalisé.

Il note que les pertes concernent les vols et fuites d'eau. La facture 120 m³ a baissé car la part fixe du délégataire a baissé et le prix au m³ a augmenté. Cela incite les gens à consommer moins.

Il informe que le rapport sera mis en ligne sur le site de la Commune.

Il attend la réponse du délégataire concernant la baisse de fréquence des analyses (28 l'année dernière contre 14 cette année).

DELIBERATION 16/04/05 : R.P.Q.S. 2015

Rapporteur : Guy Caplat

Monsieur le Rapporteur expose le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) concernant l'année 2015, notamment les faits marquants 2015, les interventions techniques ainsi que la facture 120 m3.

Une synthèse de ce rapport sera mise en ligne sur le site internet de la commune.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

Approuve le Rapport sur le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) de l'année 2015.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

7. FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT (F.S.L.)

Mr Mohammedi donne lecture du projet de délibération.

Mr le Maire informe l'Assemblée que le FSL a permis d'accorder 1.073 aides à 345 familles sur le territoire de la Maison Départementale de la Solidarité Côtière – Val de Saône.

DELIBERATION 16/04/06 : FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (F.S.L.)

Rapporteur : Kamel Mohammedi

Monsieur le rapporteur expose que vu l'évolution démographique du Département, la question du logement est devenue un enjeu essentiel pour les années à venir.

La prise en considération des plus démunis pour l'accès ou le maintien dans le logement a justifié l'existence d'un Fonds de Solidarité pour le Logement (F.S.L.).

Ce fonds a pour vocation d'apporter une aide financière ponctuelle aux habitants dont les ressources ou la situation justifie une solidarité départementale de la part des collectivités et organismes en charge de ces questions.

Cette aide permet de contribuer à résorber une dette de loyer pour favoriser une reprise de paiement de loyer courant ou d'accéder à un logement et de régler les dépenses qui y sont liées.

S'agissant d'un domaine où les compétences entre le Département et la commune sont liées, il propose de maintenir à 0,30 euro par habitant la base de contribution volontaire de la commune.

Le Conseil municipal ayant délibéré,

. Accepte de maintenir à 0,30 € par habitant la base de contribution au F.S.L.

La dépense sera mandatée à l'article 6281 du budget de l'exercice en cours.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

8. TAXE D'AMENAGEMENT

Mr le Maire informe l'Assemblée que le but de cette délibération est d'harmoniser le taux de notre commune à celui pratiqué sur les autres collectivités de la CCMP. C'est une taxe pour renforcer le budget communal.

Mr le Maire annonce le produit dégagé en 2015 et pour le premier semestre 2016.

DELIBERATION 16/04/07 : TAXE D'AMENAGEMENT

Rapporteur : Bruno Loustalet

Mr le Rapporteur rappelle la délibération du Conseil Municipal n° 14/08/01 en date du 29 novembre 2014 portant sur le taux de la Taxe d'Aménagement.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

La Commission Finances ayant été consultée le 29 février 2016,

La Commission Générale ayant été informée le 10 mars 2016,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- à compter du 1^{er} janvier 2017, de porter sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 4,5 %.

Conformément au 2^o alinéa de l'article L.331-12, un abattement de 50 % est appliqué sur les cent premiers mètres carrés des locaux d'habitation et leurs annexes à usage d'habitation principale.

La présente délibération est reconduite de plein droit annuellement.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

9. QUESTIONS DIVERSES

- 1- Mr Caplat rappelle que le 02 juillet prochain, aura lieu l'exercice de simulation inondation à 10 heures. On va essayer d'apprendre le rôle de chacun en donnant les explications de chaque poste.
- 2- Madame Berger précise que ce seront 6 personnes et non pas 7 qui assureront l'encadrement des temps méridiens.
- 3- Mr le Maire précise qu'une Commission Générale aura lieu le 07 juillet prochain à 20 h 30.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Fin de la séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le mardi 28 juin 2016 à 21 h 50
Stopper l'enregistrement »